

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
PROCEDURE : APPEL D'OFFRES OUVERT**

OBJET DU MARCHÉ :

**CONSTRUCTION D'UN POLE DE FORMATIONS PARAMEDICALES SUR LE SITE
SANTÉ NORD DE LA FACULTE DES SCIENCES MEDICALES ET PARAMEDICALES**

Maître d'ouvrage

UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE
58, boulevard Charles Livon 13284 MARSEILLE CEDEX 07

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Le Président de l'UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable d'Aix Marseille Université

Maîtrise d'œuvre

SCAU ARCHITECTES

Mandataire du groupement

ATELIER PEREZ/PRADO – TPF1 – INDDIGO - VINCENT LION PAYSAGE - AUDITORI-HOME
ARCHEMED - CHEMIN CRITIQUE - STUDIO FAHRENHEIT - AC2R - C3

Bureau de contrôle

QUALICONULT

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
COMMUN (CCAP COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS)**

PROCÉDURE N°AMU82-2025

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - ALLOTISSEMENT	3
1.1 Objet	3
1.2 Allotissement (articles L2113-10 à L2113-11 du code de la commande publique) :.....	3
1.3 Description.....	4
ARTICLE 2 : PROCEDURE - FORME.....	4
2.1 Procédure de passation.....	4
2.2 Forme du marché – Techniques particulières d’achat	4
ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ – DEMARRAGE DES PRESTATIONS.....	6
3.1 Durée.....	6
3.2 Dispositions spécifiques concernant le démarrage des prestations	6
3.3 Délais d’exécution	6
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 5 : LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 6 : ETENDUE DES PRESTATIONS	8
6.1 Nature des prestations à réaliser	8
6.2 Modalités d’exécution des prestations	8
6.3 Variantes / PSE.....	10
6.4 Prestations similaires	10
6.5 Travaux supplémentaires et modificatifs	10
6.6 Conduite de projet	10
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	11
7.1 Responsabilité.....	11
7.2 Confidentialité	12
7.3 Protection des données à caractère personnel	12
7.4 Clause sociale	12
7.5 Part d’exécution du contrat confiée à des PME (lot 1 uniquement)	17
7.6 Autres obligations	17
ARTICLE 8 : OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION ET RECEPTION	17
ARTICLE 9 : PRIX.....	18
9.1 Forme et contenu des prix.....	18
9.2 Nature des prix.....	18
9.3 Cession de créance et nantissement	20
9.4 Garantie financière	20
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT	20
10.1 Rémunération de la prestation	20
10.2 Facturation	22
10.3 Délai global de Paiement.....	23
10.4 Avance.....	24
ARTICLE 11: PÉNALITÉS	24
ARTICLE 12 : Documents à produire en cours d’exécution	27
ARTICLE 13 : CO-TRAITANCE ET SOUS TRAITANCE	28
13.1 Sous-traitance	28
13.2 Cotraitance.....	29
ARTICLE 14 : RESILIATION.....	29
ARTICLE 15 : DIFFERENDS ET LITIGES.....	30
ARTICLE 16 : DEROGATION AU CCAG-TVX.....	30

Annexe(s) :

☒ Pas d’annexes pour le CCAP

PREAMBULE

L'université d'Aix-Marseille est désignée dans le présent marché sous l'appellation « Aix-Marseille Université », « AMU », « administration » ou encore « pouvoir adjudicateur ».

L'opérateur économique retenu pour réaliser les prestations est désigné dans le présent marché sous l'appellation « titulaire » quel que soit le lot concerné.

Sauf spécification particulière, le marché est désigné indifféremment dans le présent règlement de la consultation « marché » quel que soit le lot concerné. L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières s'appliquent à l'ensemble des lots.

Le marché est passé en application du Code de la commande publique du 01/04/2019.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - ALLOTISSEMENT

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux pour la construction d'un pôle de formations paramédicales sur le site Santé Nord de la Faculté des sciences médicales et paramédicales.

1.2 Allotissement (articles L2113-10 à L2113-11 du code de la commande publique) :

Chaque lot constitue un marché. Un opérateur économique peut être désigné attributaire d'un, de plusieurs ou de l'ensemble des lots.

Les travaux sont répartis en 5 lots dont un macro-lot (lot 1), traités par marchés séparés et détaillés ci-dessous. Le candidat doit répondre à l'ensemble des sous lots techniques composants le MACRO-LOT 1 sous peine de rejet de son offre.

Lot	Intitulé
1	Bâtiment - Clos - Couvert – Second œuvre – Façades <ul style="list-style-type: none">• 1A – DEMOLITION – DÉSAMIANTAGE – DÉPOLLUTION• 1B – INSTALLATION DE CHANTIER - TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE• 1C – FAÇADE À OSSATURE BOIS – BARDAGE – ENDUIT DE FAÇADES• 1D – RÉSILLE MÉTALLIQUE• 1E – MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - OCCULTATIONS• 1F – ÉTANCHÉITÉ• 1G – METALLERIE - SERRURERIE• 1H – CLOISONS – ISOLATION – FAUX PLAFONDS• 1I – FAUX PLAFONDS• 1J – MENUISERIES INTERIEURES BOIS• 1K – MOBILIER FIXE• 1L – MOBILIER AMPHITHÉÂTRE• 1M – CLOISONS MOBILE• 1N – SIGNALÉTIQUE• 1O – REVETEMENTS DE SOLS DURS• 1P – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES• 1Q – PEINTURE• 1R – VRD• 1S – ESPACES VERTS
2	Appareils Élévateurs
3	Plomberie – Sanitaire – CVC Désenfumage <ul style="list-style-type: none">• 3A – PLOMBERIE - SANITAIRE• 3B – CVC – DÉSENFUMAGE
4	Electricité Courants Forts et Faibles – Panneaux photovoltaïques - Sécurité
5	Equipements de cuisine

Chaque lot constitue un marché.

1.3 Description

La description des prestations est décrite dans le CCTP ainsi que dans ses annexes éventuelles.

Aix-Marseille Université souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion, prévue et détaillée dans le CCAP, constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L2112-2 du Code de la commande publique.

Cette clause est applicable aux lots 1 à 4. La mise en œuvre des objectifs d'insertion est détaillée à l'article 7.4 ci-dessous.

ARTICLE 2 : PROCEDURE - FORME

2.1 Procédure de passation

Pour l'ensemble des lots, la consultation a été passée selon une procédure **d'appel d'offres ouvert** en application des dispositions mentionnées **au 1°** de l'article **R. 2124-2** du Code de la Commande Publique et des articles **R2161-2 à R2161-5** du Code de la Commande Publique.

2.2 Forme du marché – Techniques particulières d'achat

Pour les lots 1,3 et 4:

Il s'agit d'un marché à **tranche ferme et à tranches optionnelles** en application des dispositions mentionnées **aux** articles **R2113-4 à R2113-6** du Code de la Commande Publique.

Pour les lots 2 et 5:

Il s'agit d'un marché **simple à prix forfaitaire**.

- Pour les lots 1 à 5:

Tranche ferme (TF) : L'ensemble des travaux indiqués ci-après :

- PARAMED 1 : bâtiment à R+3 sur RDC et RDJ. Ce bâtiment comprend des locaux techniques (RDJ), une clinique podologique (RDC), 2 gymnases (RDC), des espaces dédiés à l'enseignement (R+1-R+2-R+3), 2 amphithéâtres (R+1 et R+2) et un pôle administratif (R+3), un local vélo extérieur, un parking clinique podologique, une aire de livraison et les aménagements paysagers de l'ensemble.
- PARAMED 2 : bâtiment à RDC sur RDJ. Ce bâtiment comprend des locaux techniques (RDJ), une cuisine collective avec son réfectoire/caféteria (RDJ) et une bibliothèque universitaire (RDC), une aire de livraison au RDJ et les aménagements paysagers avoisinants comportant la démolition des locaux techniques au Sud de Paramed 2.
- TRIPODE / PASSERELLE : bâtiment existant qui fera l'objet de travaux de rénovation et démolition pour améliorer les accès au site avec notamment la réalisation de 2 cages ascenseurs et d'une passerelle de liaison avec le parking Nord, un parvis comportant un PC sur le boulevard Pierre Dramard, la rénovation du PC existant au R+2 du Tripode, l'aménagement du Hall double hauteur au centre du RDC du Tripode et les aménagements paysagers avoisinants.
- Canal et Promenade : L'aménagement du canal de Marseille et l'aménagement d'une promenade sur la parcelle sud le long de l'autoroute.

- Pour les lots 1, 3 et 4 uniquement:

- **Tranche optionnelle 1(TO1) Prolongement de l'aménagement du Hall Tripode** : Rénovation et aménagement des deux ailes du Tripode à RDC, en continuité du Hall double hauteur

- Pour le lot 1 uniquement:

- **Tranche optionnelle 2(TO2) Parking étudiant végétalisé** : L'aménagement d'un parking végétalisé dédiés aux étudiants sur la parcelle sud, 225 places.

- Pour les lots 1 et 4 uniquement :
- **Tranche optionnelle 3 (TO3) Parking étudiant avec ombrières photovoltaïques :** L'aménagement d'un parking avec ombrières photovoltaïques dédiés aux étudiants sur la parcelle sud, 225 places.
- **Tranche optionnelle 4 (TO4) Extension de la promenade sud le long du Stade Lamartine.**
- Pour le lot 3 uniquement :
- **Tranche optionnelle 5 (TO5) Rafraîchissement des locaux :** Prévoir la mise en place d'une batterie froide sur l'ensemble des CTA équipées d'un module adiabatique. Cette batterie viendra en lieu et place de l'emplacement vide demandé en base dans ces mêmes centrales de traitement d'air. Elles seront alimentées par un ou deux groupes froids à prévoir également au titre de cette option.

Modalité d'affermissement des tranches optionnelles : l'exécution de chaque tranche optionnelle **est subordonnée à une décision d'affermissement de la tranche concernée par le pouvoir adjudicateur.** Cette décision est **notifiée par écrit au titulaire** par courrier (envoi via PLACE).

Démarrage des prestations de la(des) tranche(s) optionnelles :

L'exécution de la tranche concernée **démarre** à compter de la date indiquée dans l'ordre de service (OS) délivré par le maître d'œuvre.

Nota : Les différentes tranches optionnelles pourront être réalisées en même temps entre elles / en même temps que la Tranche ferme.

Délai d'affermissement des tranches :

Pour les lots 1, 3 et 4 : le délai d'affermissement des tranches optionnelles est fixé à 12 mois à compter de la notification de l'ordre de service (OS)* de démarrage de la tranche ferme.

Il est précisé que l'université ne versera pas **d'indemnité de dédit** en cas de non affermissement ni **d'indemnité d'attentes** en cas d'affermissement avec retard de la(des) tranche(s) optionnelle(s).

**Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG, le pouvoir adjudicateur est représenté par une ou des personne (s) dûment habilitée(s) à signer les ordres de services de l'Université d'Aix-Marseille.*

ELEMENTS DE VOLUMETRIE (DONNEES NON CONTRACTUELLES) :

Valeur estimée **hors TVA** du marché (tranche ferme) de chaque lot (information non contractuelle) :

- **Lot 1: Bâtiment - Clos - Couvert – Second œuvre – Façades : 23 000 000,00 € HT**
- **Lot n°2: Appareils Élévateurs : 270 000,00 € HT**
- **Lot n°3: Plomberie – Sanitaires / CVC – Désenfumage : 3 750 000€ HT**
- **Lot n°4: Electricité CFo / CFa – Panneaux photovoltaïques – Sûreté : 3 700 000€ HT**
- **Lot n°5: Equipements de cuisine : 620 000 € HT**

Valeur estimée hors TVA de chaque tranche optionnelle (information non contractuelle) :

- **TO n°1: Prolongement de l'aménagement du Hall Tripode :**
 - LOT n°1: 100 000 € HT
 - LOT n°3: 5 000 € HT
 - LOT n°4: 10 000 € HT
- **TO n°2: Parking étudiant végétalisé :**
 - LOT n°1: 1 150 000 € HT
- **TO n°3: Parking étudiant avec ombrières photovoltaïques :**
 - LOT n°1: 1 280 000 € HT
 - LOT n°4: 180 000 € HT
- **TO n°4: Extension promenade long du stade :**
 - LOT n°1: 200 000 € HT
 - LOT n°4: 70 000 € HT
- **TO n°5: Rafraîchissement des locaux :**
 - LOT n°3: 300 000 € HT

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ – DEMARRAGE DES PRESTATIONS

3.1 Durée

Pour chaque lot, il s'agit d'un **marché non reconductible**.

Pour chaque lot, le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire pour une durée de **trente-six (36) mois**.

3.2 Dispositions spécifiques concernant le démarrage des prestations

Pour chaque lot, une fois le marché notifié et ayant pris effet, les travaux (y compris la période de préparation) relatifs au marché (tranches pour les lots concernés) s'exécutent à compter de la date indiquée dans l'ordre de service (OS) délivré par le maître d'œuvre.

3.3 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux de la tranche ferme est de 24 mois (incluant la période de préparation du chantier mentionnée au 6.1.2 du présent CCAP).

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG Travaux, un seul ordre de service (OS) sera établi précisant à la fois la date de démarrage de la période de préparation et celle relative au démarrage de l'exécution des travaux.

Il comprend :

- La période de préparation visée à l'article 6.2.1 du présent CCAP ;
- Toutes sujétions d'études ;
- Les frais d'approvisionnement et d'installation de chantier ;
- Les congés payés ;
- La période d'exécution des travaux y compris les essais, la période nécessaire aux opérations préalables à la réception ;

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repli des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-dessus à l'article 11 du présent cahier des charges.

Les délais propres à chaque lot sont ceux définis par le calendrier détaillé d'exécution qui s'insère dans ce délai global. Après élaboration par le responsable de la mission OPC, ce calendrier détaillé sera notifié aux entrepreneurs par ordre de service. Tant que ce calendrier n'est pas établi, les délais propres à chaque lot sont réputés être ceux apparaissant au calendrier prévisionnel d'exécution, conformément à l'article 28.2.3 du CCAG.

Au cours du chantier et avec l'accord du maître d'œuvre et des différents titulaires concernés, le responsable de la mission OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Ce calendrier modifié doit être notifié par OS aux entreprises dans les mêmes conditions que le calendrier initial.

Le délai d'exécution démarre à la date indiquée dans l'Ordre de Service (OS) notifié par le maître d'œuvre aux entreprises, lui demandant de commencer la période de préparation l'exécution des travaux.

Pour l'ensemble des lots, la date de début des travaux correspond à la date de l'OS de démarrage des travaux du lot 01, dont la date prévisionnelle est le 15 Avril 2026 (**information donnée à titre indicatif et non contractuelle**).

Le délai global d'exécution des travaux des tranches optionnelles est le suivant :

- Tranche optionnelle n°1 : 4 mois
- Tranche optionnelle n°2 : 8 mois
- Tranche optionnelle n°3 : 8 mois

- Tranche optionnelle n°4 : 4 mois
- Tranche optionnelle n°5 : 4 mois

Prolongation des délais d'exécution

La prolongation des délais d'exécution est mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux. Le nombre de journées d'intempéries prévisibles est fixé à **quarante (40) jours ouvrés** pour la durée totale de la tranche ferme (24 mois) et seront définies au prorata de la durée des tranches optionnelles.

Le délai mentionné ci-dessus est établi en considérant comme étant normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels ci-après, lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités ci-après:

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Pluie	Plus de 10 mm d'eau entre 7 h et 17 h
Vent	Supérieure à 60 km/h pendant 5 h entre 7 h et 17 h
Gel	Température extérieure inférieure à – 7°C à 7 h et encore inférieure à – 2 ° C à 10 h.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche **de Marignane**.

Il ne pourra y avoir prolongation des délais contractuels que sur présentation par l'entreprise de justificatifs correspondants (bulletins météo, déclaration à la caisse des intempéries) et acceptation par le Maître d'œuvre du nombre de jours retenus et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux constatés par le maître d'œuvre ou l'OPC.

Il appartient donc à l'entreprise d'en apporter la preuve dans un délai de 8 jours calendaires. Passé ce délai, aucune intempérie ne sera comptabilisée.

Le nombre de jours d'intempéries validés par le maître d'œuvre devra figurer sur le compte rendu de réunion de chantier.

Les intempéries à caractère catastrophique ne seront prises en cause que si elles ont causé :

- Un arrêt de chantier dument constaté par le maître d'œuvre d'exécution et l'OPC
- Un arrêt d'une phase critique pouvant entraîner le retard de corps d'état ou de taches succédant à cette phase, dument constaté et accepté par le maître d'œuvre d'exécution.

ARTICLE 4: DOCUMENTS CONTRACTUELS

Pour chaque lot, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les documents contractuels régissant le marché sont énumérés par ordre décroissant d'importance, selon l'ordre de citation ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles dont son annexe financière n°1 la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) de chaque lot ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot concerné et leurs annexes;
- Le cahier des clauses techniques communs à tous les lots (CCTC) ;
- Les dossiers de plans joints au marché ;
- Le Cahier des clauses Administratives générales (CCAG-TVX) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur lors du mois d'établissement des prix (référence Arrêté du 30 mars 2021 NOR : ECOM2106871A) ;
- Le Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre du titulaire.

En cas de contradiction ou de divergence entre les documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Seul l'exemplaire original de ces documents conservé dans les locaux du pouvoir adjudicateur, fait foi.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, lors de la notification du marché au titulaire, l'Université ne joint pas à son envoi :

- L'offre technique du Titulaire ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. Le titulaire doit en faire la demande expresse selon les modalités détaillées à l'article 9.3 du présent CCAP.

Toute clause figurant sur la proposition du titulaire (fiche technique ou documentation générale) et contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 5 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les travaux se dérouleront sur le Campus Nord de la Faculté des Sciences Médicales et Paramédicales (site Nord) – 51 Bd Pierre Dramard - 13015 Marseille.

La description des ouvrages, équipements, travaux à réaliser ainsi que leurs spécifications techniques est détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot et dans le cahier des clauses techniques communes (CCTC).

ARTICLE 6 : ETENDUE DES PRESTATIONS

Règlementation : toutes les mesures seront prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations.

La vérification des prestations se fera conformément à l'article 8 du CCAP.

6.1 Nature des prestations à réaliser

Les prestations objet du présent marché sont décrites dans **les CCTP et annexes de chaque lot**.

6.2 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées conformément aux prescriptions du CCTP et annexe(s) de chaque lot.

6.2.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation de deux mois, comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des travaux. Cette période commence à courir, à compter de la date figurant à l'ordre de service de démarrage délivré au titulaire mentionné à l'article 3.2 du CCAP. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, le démarrage des travaux de désamiantage (sous réserve de l'envoi du plan de retrait dans les délais réglementaires) et des travaux de dévoiement des réseaux existants et d'installation et raccordement du nouveau groupe électrogène, pourront intervenir avant l'achèvement des tâches préparatoires.

Il est procédé au cours de cette période, conformément au CCAG-travaux aux opérations énoncées ci-après :

- Élaboration par l'OPC, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé des travaux ;
- Établissement par les entrepreneurs, et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- Établissement par les titulaires du P.P.S.P.S ou du plan de prévention ;
- Établissement par les titulaires des plans d'exécution et présentation au maître d'œuvre pour visa.

Au début de la période de préparation, une réunion dite « préparatoire » et à laquelle sont convoqués le (les) titulaire(s) est organisée par le maître d'œuvre. Il y est traité des points suivants :

- Présentation des intervenants ;
- Mise au point du calendrier détaillé des travaux ;
- Précision à apporter aux pièces écrites du marché.

Il sera également organisé une réunion spécifique, animée par la maîtrise d'œuvre et l'AMO HQE, au cours de laquelle sera présentée la démarche environnementale qui sera mise en œuvre sur le chantier. Toutes les entreprises sont tenues d'y être représentées.

6.2.2 Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise une réunion de chantier hebdomadaire à laquelle le (les) titulaire(s) a (ont) obligation d'être présent(s). Toutefois, suivant l'avancement des travaux, le maître d'œuvre peut décider de ne pas convoquer tous les titulaires. Dans ce cas, il le spécifie dans le compte-rendu de la réunion de chantier précédente. En cas d'absence ou de retard du représentant de l'entreprise convoquée, des pénalités pourront être appliquées dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAP.

6.2.3 Documents et plans d'exécution

Le titulaire doit établir d'après les pièces contractuelles, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que plans d'exécution, notes de calculs, études de détails, ainsi que les notices techniques sur les matériels et matériaux qu'il propose d'installer. A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure.

Les plans, notes de calculs, études de détails, notices techniques et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre. L'ensemble de ces documents doit également être visé par le contrôleur technique.

Lors de la réunion préparatoire, le maître d'œuvre précise et complète la liste des documents à fournir.

Le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du contrôleur technique et du maître d'œuvre. A défaut, le maître d'œuvre peut lui demander de reprendre à ses frais les travaux non conformes qui ont été réalisés.

Le titulaire doit remettre l'ensemble des plans d'exécution de son lot.

Ces plans sont obligatoirement réalisés sur support informatique, Format DWG (Autocad 2000 + Autocad 13) ou à défaut DXF et ces supports remis en cours et en fin de travaux aux Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

Le titulaire met ses équipements à jour à partir des fichiers réalisés par la Maîtrise d'Œuvre.

Les plans d'exécution et de recollement des entreprises sont également remis :

- ✓ 1 exemplaire Maîtrise d'œuvre
- ✓ 1 exemplaire Chantier

6.2.4 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier

Le titulaire se conforme aux prescriptions contenues dans les CCTP pour ce qui concerne les installations de chantier, à l'accès au chantier et à son organisation.

- Par dérogation à l'article 31.12 du CCAG Travaux, dans le cas de travaux allotis nécessitant coordination, les obligations énumérées à l'article 31 sont à la charge du titulaire du **lot 1**. Le titulaire doit prévoir des vestiaires et sanitaires dimensionnés pour l'ensemble des intervenants du chantier quel que soit le lot.
- Le titulaire est responsable de la mise en place et du maintien des dispositifs de protection réglementaire.
 - Il est spécifié que le titulaire fait son affaire personnelle de la mise en œuvre des mesures propres, tant à l'hygiène qu'à la sécurité du chantier et se conforme à la réglementation en vigueur. En outre, il doit se conformer aux dispositions préconisées par les représentants du maître d'ouvrage.
 - Par ailleurs, il applique toutes les prescriptions prévues en Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé (PGCSPS) et son annexe ainsi qu'au respect de la réglementation définie par le code du travail.
- Le titulaire a sous sa responsabilité de mettre en œuvre l'ensemble des mesures nécessaires et préventives contre les risques d'incendie dont notamment :
 - ne jamais stocker de matériaux ou matériel inflammable ;
 - et avoir en permanence sur le lieu de travail un extincteur adapté aux risques.

- Les travaux sont conformes aux dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie, ils contribueront à améliorer la sécurité des utilisateurs et répondront aux prescriptions de la Sous-Commission Départementale de Sécurité et aux normes d'hygiène et de sécurité.

6.2.5 Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise une réunion de chantier hebdomadaire à laquelle tous les titulaires ont l'obligation d'être présents. Toutefois, suivant l'avancement des travaux, le maître d'œuvre peut décider de ne pas convoquer tous les opérateurs économiques. Dans ce cas, il le spécifie dans le compte-rendu de la réunion de chantier précédente.

6.3 Variantes / PSE

- **Variantes :** ☒ NON ☐ OUI.
- **Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) - (PSE) :** ☒ NON ☐ OUI.

6.4 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titre du marché initial pourront être passés auprès du titulaire du lot concerné.

6.5 Travaux supplémentaires et modificatifs

Les travaux qui modifient la nature, les quantités ou le coût des prestations prévues au marché initial seront traités par Ordre de Services, dans les conditions prévues par l'article 14 du CCAG-Travaux et par dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux selon les modalités de mise en œuvre suivantes :

- le déclenchement du processus est une demande de modification de prestation, dont l'origine peut être la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage, voire le titulaire ;
- le Maître d'œuvre réalise une estimation pour évaluer les conséquences de la demande de modification, accompagnés si nécessaire du complément d'études de projet. Il fait ensuite faire le devis au titulaire et l'analyse. Il transmet l'ensemble des documents aux représentants du maître d'ouvrage accompagné de son avis motivé sur la demande de modification et le prix provisoire proposé ;
- au vu du dossier, le représentant de la maîtrise d'ouvrage donne son accord ou son refus par écrit ;
- en cas d'accord, le Maître d'œuvre notifie l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné l'exécution des travaux modificatifs au prix provisoire correspondant, conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

L'entrepreneur est tenu de fournir dans un délai de quinze (15) jours calendaires une proposition de prix pour l'étude et la réalisation de travaux modificatifs ou supplémentaires si le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre lui demande. A défaut de production de ce devis et à défaut d'accord sur le prix proposé, le maître d'œuvre peut notifier à l'entrepreneur un ordre d'exécution de la prestation avec un prix provisoire.

La modification de contrat est ensuite établie entre le maître d'ouvrage et l'entreprise, pour fixation du prix définitif. Le maître d'œuvre fournit pour cela au préalable un rapport expliquant et justifiant ces travaux supplémentaires.

6.6 Conduite de projet

Le pouvoir adjudicateur met à la disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations demandées. Le titulaire organise, en outre, les entretiens, échanges et/ou demandes d'information nécessaires pour mener à bien les prestations qui lui sont confiées.

Toutes les demandes d'information entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, question et réponse, ou tout autre communication dans le cadre du marché, se font par écrit, principalement sous forme d'un message électronique ou via l'outil de dématérialisation du profil acheteur « PLACE ».

■ Forme des notifications et informations :

La notification des décisions, observations, ou informations **qui font courir un délai** est faite par tout moyen **matériel ou dématérialisé** permettant de déterminer de façon certaine **la date** et, le cas échéant,

l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification **à la date de la première consultation** du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, **ou, à défaut de consultation dans un délai de 4 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.**

Lorsque la notification est effectuée par courrier électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification **à la date de la première consultation** du document qui leur a ainsi été adressé (accusé de réception), **ou, à défaut de consultation dans un délai de 4 jours à compter de la date d'envoi, à l'issue de ce délai.** Le(ou les) adresse(s) électronique(s) des parties sont mentionnées dans l'AE.

■ **Modalités de conduite du projet**

Le(les) personne(s) physique(s), habilitée(s) à représenter les parties, pour les besoins de l'exécution du marché sont mentionnées dans l'AE.

*Nota : Ce ou ces représentants sont réputés disposer **des pouvoirs suffisants** pour prendre, dès notification de leur nom dans les délais requis ou impartis par le marché, **les décisions nécessaires engageant la partie concernée.***

■ **Réunion** : Se reporter au CCTP

■ **Interlocuteurs privilégiés**

Pour l'exécution du marché, les interlocuteurs privilégiés de la maîtrise d'œuvre/maîtrise d'ouvrage/titulaire du marché de travaux (ci-après « les parties ») sont désignés lors de la première réunion de chantier.

Ces personnes auront, au quotidien, la responsabilité de veiller à l'application des stipulations du marché. Les Parties se tiennent informées, dès qu'elles en ont connaissance et dans un délai maximum de **sept (7) jours** à compter de la connaissance de l'événement, de toute indisponibilité de leur(s) interlocuteur(s) privilégié(s), qu'il s'agisse d'événements prévisibles (congrès, réunions professionnelles...) ou fortuits (maladie, accident...). Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour pallier cette indisponibilité et assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité et de délai.

Le changement du ou des interlocuteurs privilégiés du titulaire donnera lieu à une information préalable de l'Université dans un délai maximum de **dix (10) jours à compter** de la connaissance de l'événement. Le nouvel interlocuteur privilégié devra, en pareil cas, présenter les capacités et compétences nécessaires pour accomplir la mission.

En outre, l'Université se réserve le droit de demander au titulaire, en motivant cette demande, de remplacer le ou les interlocuteurs privilégiés, en particulier, si l'un ou plusieurs d'entre eux ne donnaient pas satisfaction à l'Université.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

7.1 Responsabilité

Pour l'ensemble des prestations objet du marché, le titulaire du lot concerné est tenu de respecter les exigences prévues dans les documents contractuels régissant le marché (délai, coût, qualité). À cet effet, AMU se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à ses exigences dans l'exécution des prestations attendues.

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants. Le titulaire est le seul responsable de la bonne exécution du marché. Les personnels et sous-traitants affectés par le titulaire à l'exécution des prestations objet du

présent marché demeurent en toutes circonstances, placés sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de l'administration.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de difficultés ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent marché, le titulaire avise dans les plus brefs délais le service concerné d'AMU par un courrier motivé expliquant la nature de ces difficultés ou encore les raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne exécution du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire

Le titulaire, son personnel (le cas échéant ses sous-traitants) qui ont accès aux locaux de l'administration sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

Le titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde. À ce titre, il s'engage, notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant de l'administration et communiquer à celle-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Demander à AMU toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Accès aux locaux et espaces universitaires

Le titulaire, son personnel, le cas échéant ses sous-traitants, devant avoir accès aux locaux et espaces universitaires sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'Université. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

7.2 Confidentialité

Se reporter à l'article 5 du CCAG-TVX.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues dans le présent document.

7.3 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, les parties (les co-contractants, etc) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en premier lieu, le Règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 (dit «RGPD»), et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite «Loi Informatique et Libertés»).

7.4 Clause sociale

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, l'entreprise titulaire (pour chaque lot) devra réaliser une action sociale permettant la mobilisation vers l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières.

7.4.1 Pour les lots 1, 3 et 4 :

Conformément à l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux, le titulaire doit réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion ci-dessous :

Lot	Intitulé du lot	Nbre d'heures d'insertion à réaliser
1	Bâtiment - Clos - Couvert – Second œuvre	12 600
3	Plomberie – Sanitaires / CVC – Désenfumage	2 200
4	Electricité CFo / CFa – Panneaux photovoltaïques - Sécurité	2 200

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

7.4.1.1 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire

Par dérogation à l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux, l'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de Aix-Marseille Université pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par le facilitateur clauses sociales désigné.

Après la notification du marché, le titulaire indiquera, en relation avec le facilitateur clauses sociales, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

7.4.1.2 Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de Aix-Marseille Université la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

7.4.2 Pour le lot 2 Appareils élévateurs

L'entreprise titulaire du marché devra réaliser 2 actions sociales parmi celles prévues ci-dessous par année d'exécution du marché :

➤ 1° Modalité : « ACTION DECOUVERTE DES METIERS »

L'entreprise titulaire s'engage à organiser ou à participer à une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum, en parcours d'insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou

professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales, pouvant se décliner de plusieurs manières :

- Visite d'entreprise
- Rencontre entreprise / demandeurs d'emplois dans les locaux de l'entreprise ou tout autre lieu dédié à l'action

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement...

➤ **2° Modalité : « IMMERSION EN ENTREPRISE »**

Cette action vise à accueillir un stagiaire, en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales. La mise en place de l'immersion se fera soit :

- Par l'accueil d'un demandeur d'emploi dans le cadre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) d'une durée de 35 heures (conclusion d'une convention avec le Service Public de l'emploi).
- Par l'accueil d'un public étudiant, en lien avec un établissement universitaire ou assimilé local, dans le cadre d'une convention de stage.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : convention de stage et bilan du stage.

➤ **3° Modalité : « ATELIER CONSEIL- ENTRETIEN RESSOURCE »**

Cette action consiste, notamment, à accueillir individuellement un minimum de 2 personnes accompagnées dans un parcours d'insertion professionnelle (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, Mission locale, Structure d'Insertion par l'Activité Economique...), rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales, et leur proposer :

- Une simulation d'entretien d'embauche
- Des conseils autour de la lettre de motivation et du CV
- Des conseils autour du projet professionnel
- De l'information sur le réseau professionnel de l'entreprise titulaire

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : Compte rendu d'entretien et feuilles d'émargement.

7.4.3 Public bénéficiaire de la clause sociale d'insertion

Par dérogation à l'article 20.1.1 du CCAG-Travaux, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L.5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV ou Garantie Jeunes ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des actions sociales.

7.4.4 Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, Aix-Marseille Université a développé un appui technique notamment avec le facilitateur suivant : l'association **Emergence(S)**.

Vos interlocuteurs :

- **Pour Marseille :**
 - Johan TILMANT (Facilitateur) / jilmant@emergences-asso.fr
 - Olecia BADALIAN (Chargé d'animation) / obadalian@emergences-asso.fr
 - Nesrine BELHADI (Chargé d'animation) / nbelhadi@emergences-asso.fr
 - Sepopo FREITAS (Chargé d'animation) / sfreitas@emergences-asso.fr

Les coordonnées du/des facilitateur(s) clauses sociales seront précisées au titulaire du marché après notification.

Dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- D'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- D'accompagner le titulaire dans l'organisation des actions sociales ;
- D'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- D'organiser le suivi des publics ;
- De mesurer et de communiquer auprès de l'Université et du titulaire sur les réalisations.

7.4.5 Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Par dérogation aux articles 20.1.4.2 à 20.1.4 du CCAG-Travaux :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions sociales et des actions d'insertion, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative d'Aix-Marseille Université, une réunion de mise au point de l'action sociale/d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur, lors de la réunion de lancement. Elle est mise en place après notification du marché. Durant toute la période d'exécution du marché, Aix-Marseille Université peut organiser avec le titulaire et, le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion / clause sociale.
- **Pour les lots 1, 3 et 4**, le titulaire fournit mensuellement au facilitateur les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action en complétant le formulaire informatique sur la plateforme de déclaration UP Clause via un lien communiqué par le facilitateur.
- **Pour le lot 2**, le titulaire fournit au facilitateur, qui en fait la demande, les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.
- Par ailleurs un contrôle sur pièces pourra être réalisé par le facilitateur en cours d'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de Aix-Marseille Université pour le suivi d'exécution des actions sociales.

Concernant les lots 1, 3 et 4, les autres clauses du CCAG sur le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion (bilans) et les difficultés d'exécution sont applicables. Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités définies à l'article 11.5 du présent document.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, Aix-Marseille Université peut procéder à la résiliation du marché.

Le titulaire notifie au Pôle des marchés publics d'Aix-Marseille Université toute difficulté pour assurer son engagement à l'adresse suivante : nathalie.agius@univ-amu.fr.

Dans ce cas, l'Université, avec l'appui du facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'Université annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Concernant le lot 2, il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de la ou des actions sociales pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur le titulaire fournit tous renseignements propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale. Il produit par exemple les justificatifs cités dans la liste des actions proposées. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements et documents entraîne l'application de pénalités.

Le titulaire notifie au Pôle des marchés publics d'Aix-Marseille Université toute difficulté pour assurer son engagement à l'adresse suivante : nathalie.agius@univ-amu.fr.

Dans ce cas, l'Université, avec l'appui du facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la clause sociale.

En cas de licenciement économique ou de chômage partiel et sous réserve d'obtenir les documents justificatifs validés par la direction du travail, le maître d'ouvrage examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie de ses obligations liées à la clause sociale.

En cas de sous-traitance l'entreprise attributaire, doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause sociale. Elle peut décider de demander au sous-traitant de réaliser cette action.

7.5 Part d'exécution du contrat confiée à des PME (lot 1 uniquement)

De manière générale, le titulaire du lot 1 s'engage à confier ou faire confier au minimum 50% du montant total des prestations à des entreprises sous-traitantes relevant de la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME).

Le contrôle du respect des engagements s'effectuera à la date effective de fin de travaux en comparant la valeur cumulée des travaux confiés à des PME sous-traitantes (bilan de sous-traitance certifiant la part réellement confiée à des PME) par rapport aux engagements du Titulaire du lot 1.

En cas d'inexécution de son engagement, le Titulaire du lot 1 se voit appliquer une pénalité prévue à l'article 11 du CCAP.

7.6 Autres obligations

Respect des principes de la République : conformément à la loi n°2021-1109 du 24/08/2021 « confortant le respect des principes de la République », le titulaire **est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.**

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations (exemple : sous-traitant). Il est tenu de communiquer à l'acheteur sur demande chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Modalités de contrôle et de sanction du cocontractant : si le PA constate en cours d'exécution que les obligations susmentionnées ne sont pas respectées, il avise par écrit le titulaire afin que celui-ci puisse procéder (dans un délai défini dans le courrier) aux mesures nécessaires afin d'assurer le respect de la loi. Si malgré ce courrier le PA constate que le titulaire n'a pas pris dans le délai imparti les mesures adaptées pour mettre en œuvre les obligations et faire cesser les manquements constatés, il pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 50 € HT chaque fois que le PA constate ce manquement suite à un contrôle inopiné sur site.

ARTICLE 8 : OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION ET RECEPTION

Les opérations préalables à la réception ont lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. La réception prend effet à la date de cet achèvement.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) devront être remis par le titulaire au maître d'œuvre en trois exemplaires, deux exemplaires en format papier et 1 au format numérique au plus tard à la date de la dernière séance des opérations préalables à la réception (O.P.R.).

En application de l'article 41.1 du CCAG-Travaux, le titulaire avise par écrit le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Le maître d'œuvre organise alors les opérations préalables à la réception (OPR) et en informe le maître d'ouvrage. Toutefois, si le maître d'œuvre estime que les travaux sont achevés alors que le titulaire ne l'en a pas informé, le maître d'œuvre peut convoquer les entreprises aux OPR.

Postérieurement à cet avis, le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre à AMU, le RLPA -décide de prononcer la réception (que ce soit sans, avec ou sous réserves) ou de refuser la réception. Il notifie, alors, cette décision au titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage peut prononcer des réceptions partielles des ouvrages. Le titulaire en sera informé par un ordre de service qui lui indiquera les ouvrages concernés par la réception partielle. Le maître d'œuvre organisera alors des Opérations Préalables à la Réception partielles, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour une réception totale des ouvrages.

Chaque tranche optionnelle fera l'objet d'une réception partielle.

ARTICLE 9: PRIX

9.1 Forme et contenu des prix

Forme : Les lots sont conclus à prix forfaitaires.

Les montants des prestations sont mentionnés pour chaque lot dans la décomposition de prix globale et forfaitaire (annexe 1 de l'acte d'engagement). Tous les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. L'unité monétaire est l'euro.

En application de l'article 9.1.1 du CCAG-travaux, les prix sont réputés « *comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).* »

Les prix sont réputés « *tenir compte les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :*

- *de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;*
- *de phénomènes naturels ;*
- *de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;*
- *des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;*
- *de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.*

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage. »

En complément des dispositions du CCAG-Travaux :

- **Les frais correspondants à l'évacuation, aux transports et aux décharges publiques sont inclus dans l'offre de prix. Le nettoyage est étendu au cheminement et circulation d'accès au chantier et de ses abords immédiats.**
- **Les prix sont également réputés comprendre l'ensemble des coûts relatifs à la mise en œuvre des mesures sanitaires de prévention du covid19.**

Le paiement du marché est donc exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la mission. Le prestataire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de la prestation.

L'entreprise est également réputée avoir une connaissance suffisante du terrain d'implantation des ouvrages pour proposer un prix adapté.

Les répercussions sur le prix du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Toute prestation non réalisée fera l'objet d'une refaction du montant du marché du titulaire.

9.2 Nature des prix

9.2.1 Nature des prix

Les prix sont révisibles

Dans ce cas, les prix sont révisés comme indiqué ci-dessous. La révision des prix est mensuelle et elle est obligatoire. Le titulaire adresse au maître d'œuvre sa proposition de prix révisés. Celle-ci est vérifiée avant d'être acceptée par l'administration ou son représentant.

Choix de l'index de référence :

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux est l'index national ci-après :

Lots	Index de référence
Lot 01 - Bâtiment - Clos - Couvert – Second œuvre	BT 01
Lot n°2 – Appareils élévateurs	BT 48
Lot n°3 – Chauffage–Ventilation–Rafraîchissement / Plomberie	0,2 BT38 0,3 BT40 0,5 BT 41
Lot 04 - Electricité CFo / CFa – Panneaux photovoltaïques – Sûreté	BT 47
Lot 05 – Equipements de cuisine	BT 38

Le montant de chaque acompte est révisé par l'application d'un coefficient de révision donnée par la formule suivante :

$$P = Po*(0.15+0.85* (BTn/BTo))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé HT.

Po = Prix initial du marché HT.

BTo = Index du mois Mo d'établissement des prix.

BTn = Index du mois correspondant au mois d'exécution des travaux.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo qui est la date indiquée sur l'Acte d'Engagement.

9.2.2 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché fait l'objet de clauses de réexamen. Les parties conviennent qu'il pourra y avoir réexamen des dispositions du marché et/ou des prix à la demande de l'une ou l'autre Partie.

Et sous réserve que les modifications sollicitées ne résultent pas d'une faute du titulaire, les Parties devront se rencontrer dès que possible et au plus tard dans le mois à compter de la survenance de l'événement pour revoir, le cas échéant, les termes du présent marché.

Le marché peut faire l'objet d'un réexamen par les Parties dans les cas suivants :

- En cas de nouvelles mesures inhérentes à une crise (sanitaire, conflit géopolitique, autre crise) impliquant des difficultés d'exécution des prestations (techniques et financières) par le titulaire.
- Une modification de la législation et/ou de la réglementation ayant des conséquences sur l'exécution du marché.
- Une évolution technique/technologique rendant nécessaire la modification de la DPGF (par ex : substitutions d'un modèle à l'autre ou ajouts d'un nouveau matériel). A savoir, pour les références mentionnées dans l'annexe financière qui ne sont plus commercialisés, l'université pourra alors modifier par avenant les références concernées par des références équivalentes, ceci même si celles-ci ont un prix différent.
- La disparition d'un indice utilisé dans la formule de révision de prix du présent marché.

Les Parties se concertent pour procéder au réexamen et, le cas échéant, trouver un accord, sur les éventuelles modifications à apporter au marché.

La modification du marché donne alors lieu à un accord de volonté matérialisé par un avenant, quel que soit le montant de la modification apportée.

Dans le cas où un accord ne saurait être trouvé entre les Parties, le marché pourra alors être résilié par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

9.3 Cession de créance et nantissement

Afin de permettre au titulaire de céder ou nantir sa créance relative au présent marché, le pouvoir adjudicateur, sur demande expresse du titulaire, lui remet les documents suivants selon les modalités du code de la commande publique :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Le titulaire doit effectuer sa demande par courrier électronique à l'adresse suivante : dcp-dc4@univ-amu.fr

9.4 Garantie financière

Chaque versement, autre que l'avance, fera l'objet d'une retenue de garantie égale à 5 % (ou 3 % lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13), du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché en cours d'exécution conformément aux dispositions du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par :

- une garantie à première demande

L'objet ainsi que montant de la garantie à première demande sont égaux à celui de la retenue de garantie qu'elles remplacent.

Les originaux des garanties à première demande doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Aix-Marseille Université
Agence Comptable - Pôle Facturier
3, Place Victor Hugo 13331 Marseille Cedex 03

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Rémunération de la prestation

La rémunération du titulaire sera calculée en appliquant les prix indiqués sur la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF).

10.1.1 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet **d'acomptes mensuels**.

Ces acomptes sont présentés sous forme d'avancement des travaux, dans le respect de la DPGF.

Conformément à l'article 12 du CCAG-TVX, les **demandes de paiement mensuelles** au maître d'œuvre sont faites sous la forme d'un **projet de décompte**.

Ce projet de décompte comprend :

- Travaux et autres prestations du marché (selon avancement du chantier) ;
- Approvisionnements ;
- Primes éventuelles ;
- Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont le titulaire a fait l'avance, le cas échéant, au titre de l'article 26.4 du CCAG-Travaux.

Le projet de décompte mensuel sera transmis en trois exemplaires au maître d'œuvre.

Les acomptes ne constituent pas des paiements à caractère définitif et pourront faire l'objet de rectifications par le maître d'œuvre. **Une fois accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, le projet de décompte devient alors le décompte mensuel.**

C'est sur proposition de l'état d'acompte par le maître d'œuvre que le pouvoir adjudicateur règlera les sommes qu'il admet.

10.1.2 Décompte final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au

maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG-Travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG- Travaux.

10.1.3 Décompte général - Solde

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1 du CCAG-Travaux.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, selon les modalités fixées ci-dessous, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer. Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du CCAG-Travaux sous réserve des dispositions de l'article 13.1 du présent CCAP.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de quarante-cinq jours, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 50.1.1 du CCAG- Travaux, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Après constatation de l'achèvement des travaux, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage via le maître d'œuvre une demande de paiement de solde sous forme d'un projet de décompte final.

10.2 Facturation

10.2.1 Mentions obligatoires sur les factures

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de facture.

La **facture doit obligatoirement être libellée au nom du pouvoir adjudicateur (Aix-Marseille Université) et comporter les mentions obligatoires indiquées aux dispositions de l'article D2192-2 du code de la commande publique.**

Compte tenu du mode de financement dont bénéficie Aix-Marseille Université sur cette opération, il est demandé au titulaire de facturer séparément les travaux du site Paramed 1 d'une part, et les travaux du site Paramed 2 et des aménagements extérieurs d'autre part, selon les DPGF fournies. En revanche, il faudra indiquer le même numéro de marché sur chaque facture.

Outre les mentions légales, la facture portera IMPERATIVEMENT les mentions suivantes :

- La date d'émission et numéro de la facture.
- La désignation du destinataire de la facture :

Aix-Marseille Université - Agence Comptable
Service Facturier - 01BATIMENT
3, place Victor Hugo
13331 Marseille cedex 3
- Nom complet et adresse de l'émetteur de la facture.
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.
- Le numéro du compte bancaire ou postal, tel que précisé sur l'AE.
- Les prestations facturées (soit pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires).
- Date à laquelle est effectuée la livraison de biens ou la prestation de service (ou les travaux).
- Le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers.
- Le cas échéant, numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture
- Le numéro SIRET d'Aix-Marseille Université : 130 015 332 00013
- Le cas échéant, numéro d'identification TVA de l'assujetti ayant effectué la livraison du bien ou la prestation de service (ou travaux).
- Taux de TVA appliqué, montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total HT et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ; le total TTC (montant en €).
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En cas de régime particulier, (exonération, auto liquidation ou application de la marge bénéficiaire), la référence à la disposition pertinente de la réglementation EPN sur le territoire duquel est réalisée l'opération ou à la disposition correspondante de la sixième directive TVA. Dans ce cas, les factures sont établies par le prestataire en HT. Mentions particulières selon le cas :

- En cas de franchise de base : « TVA non applicable, article 293B du code général des impôts »
- En cas d'autoliquidation : « TVA due par la client » + référence à l'article 283 du CGI ou à l'article 21-la de la 6e directive TVA

- La facture doit également mentionner obligatoirement un **numéro d'engagement juridique (ou « numéro de bon de commande SIFAC » commençant par 45xxxxxx)**, point d'entrée indispensable de notre système d'information financier et comptable. La référence de commande est une information essentielle, en l'absence de laquelle, le service facturier qui doit traiter votre facture, se trouve dans l'impossibilité d'identifier le responsable de la commande et la ligne budgétaire qui supportera la dépense.
- La référence de bon de commande doit **figurer sur la facture ET être saisie dans le champ « Références / n° d'engagement »** sur le portail CHORUS PRO.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

10.2.2 Modalités de dépôt des factures

Conformément aux dispositions du code de la commande publique (articles L2192-1 à L2192-4 et R2192-3), le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Les factures sont déposées directement à destination du pôle facturier de l'agence comptable de l'université sur le portail de dématérialisation des factures **CHORUS PRO** : <https://chorus-pro.gouv.fr>

→ **Les factures envoyées par mail ou par ticket, ou transitant via d'autres services que le pôle facturier seront systématiquement rejetées avec pour motif le dépôt obligatoire sur le portail CHORUS PRO.**

10.2.3 Le suivi des factures

Le suivi de l'évolution du statut de votre facture depuis la plateforme CHORUS PRO s'effectue en cliquant sur l'icône « Suivi de traitement » dans l'onglet « Consultation de facture ».

Pour toute requête, le titulaire formulera sa demande en créant **un ticket sur le site de l'université**, en précisant le numéro de bon de commande, la date et le numéro de votre ou de vos facture(s), le ou les montant(s) (vous devrez créer un compte avec une adresse électronique) :

- <https://ent.univ-amu.fr/esup-helpdesk/stylesheets/welcome.faces>

Les requêtes formulées par courriel, courriers ou appels téléphoniques ne pourront pas être traitées.

10.2.4 Documentation sur le processus facturation d'AMU

Des documents d'information sont disponibles sur le site de l'agence comptable d'AMU :

- <https://www.univ-amu.fr/fr/public/espace-fournisseurs>
- <https://www.univ-amu.fr/fr/public/tuile-assistance>
- <https://www.univ-amu.fr/fr/public/fournisseurs-marches-de-travaux>
- <https://www.univ-amu.fr/fr/public/assistance-deposer-une-facture-de-marche-de-travaux>

et notamment le mode opératoire pour créer une requête auprès du service facturier :

<https://www.univ-amu.fr/fr/public/creer-une-requete-aupres-du-service-facturier>

10.3 Délai global de Paiement

Le mode de règlement est le virement administratif. Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées (après « service fait »), conformément aux dispositions des articles R2192-10 à R2192-11.

Le délai global de paiement sur lequel s'engage le pouvoir adjudicateur est de trente (30) jours francs.

Le délai court à compter de la réception de la facture, si la livraison/prestation a été effectuée et acceptée avant cette date. Si la prestation intervient après réception de la facture, le délai de paiement court à compter de la date de constatation de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de **quarante (40) euros**.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Modalité de financement : Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées sur la base d'un financement initial CPER 2021-2027 et de financements complémentaires provenant de fonds propre de l'université, du Conseil Régional et de la CMA-CGM.

10.4 Avance

Conformément aux dispositions des articles R2191-3, R2191-5 et R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique, et sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires, une avance est versée au titulaire.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-Travaux (option A), le pourcentage de l'avance versé au titulaire du présent marché (pour l'ensemble des lots) est de 20%

Conditions de versement de l'avance :

Dans le cas **d'un marché simple à prix forfaitaire ou d'un marché à tranche**, une avance est versée au titulaire lorsque le montant initial du marché (ou de la tranche affermie) est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Modalités de remboursement de l'avance R2191-11 à R2191-12 du Code de la Commande Publique :

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution des marchés au titre desquels est accordée cette avance (soit à compter de la notification du marché/de la tranche affermie ou de l'OS de démarrage, conformément à l'article R2192-24 du code de la commande publique).

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché (de la tranche affermie). Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché (de la tranche affermie).

ARTICLE 11: PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, aucune exonération n'est prévue. Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, aucun plafonnement du montant total des pénalités n'est prévu.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants, sur simple constatation, et sans mise en demeure préalable :

- **Période de préparation**

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité fixée à **50 €HT par jour de retard/document**.

- **Rendez-vous de chantier**

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est obligatoirement requise.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **150 €HT**.

La pénalité pourra être appliquée à titre provisoire.

- **Retard dans les délais d'exécution du marché**

En cas de dépassement des délais d'exécution contractuels, une pénalité journalière d'un montant de à 1/1500^{ème} du montant HT du marché, avec un minimum de 200 € HT par jour de retard, sera appliquée sans mise en demeure préalable, dès le premier jour de retard constaté.

Le titulaire supportera l'intégralité des frais de garde du chantier et autres frais directs ou indirects liés au retard. Ce retard est constaté par la maîtrise d'œuvre par rapport au calendrier détaillé d'exécution.

Les pénalités peuvent être appliquées sur le paiement d'un acompte, à titre provisoire. Elles sont levées si le titulaire rattrape son retard par la suite. Les pénalités provisoires deviennent définitives au plus tard lors de l'établissement de Décompte Général.

▪ **Pendant exécution des travaux**

En cas de non-respect des stipulations prévues dans le **CCTC et/ou CCTP**, il sera appliqué une pénalité journalière par infraction de **300 € HT** sur le décompte mensuel qui suit l'infraction. Il s'agira des défauts et/ou manquements suivants sans que cette liste soit exhaustive :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier et au non-port de l'intégralité des équipements de protection individuelle (EPI) ;
- Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace ;
- Des défauts d'utilisation de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier ;
- Des défauts de nettoyage des zones de chantier, de leurs accès, des voies publiques, des domaines privés ou publics à proximité des zones d'intervention ;
- Des défauts de signalisation ou protection efficace pour les travaux effectués sur le domaine public ;
- Dépôt de matériel, matériaux, terres, gravois, en dehors des zones prescrites (zones de stockage indiquées dans le Plan d'Installation de Chantier) ;
- Du non-respect de la législation concernant la sécurité et notamment carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone chantier, des matériels de chantier, permis feu, etc. liste non exhaustive.
- Non présence d'une benne ou d'un container pour chaque type de déchets : par jour/ benne
- Démolition ou autres travaux bruyants effectués en dehors du créneau horaire autorisé : par jour/ benne
- Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets : par infraction
- Non-respect des exigences de la charte environnementale de chantier à faibles nuisances : par infraction
- Non-respect des obligations de nettoyage des véhicules : par infraction
- Non-respect des plans de circulation de chantier : par infraction
- Non production des documents de suivi de la qualité environnementale du chantier (bordereau de suivi des déchets, fiches de validation des matériaux et équipements, tableau de suivi des consommations énergétiques et d'eau, etc.) : par document

La/les pénalité(s) pourra/pourront être appliquée(s) à titre provisoire.

▪ **Retard de repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier au plus tard le jour de la réception des travaux sans mise en demeure préalable.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité journalière de **200 € HT**.

▪ **Retard dans les levées de réserves après réception des ouvrages**

En cas de retard dans la levée des réserves après réception des prestations, le titulaire n'ayant pas satisfait à l'ensemble de ses obligations contractuelles dans le délai imparti par le maître d'œuvre lors de la réception des travaux une pénalité de **50 € HT** par jour de retard/ réserve sera appliquée.

L'ensemble de ces pénalités sont, dans un premier temps, appliquées de façon provisoire sur les acomptes versés au titulaire. Le Maître d'Ouvrage décide par la suite de les rendre définitives ou de lever leur application. Cette décision est prise au plus tard lors de l'établissement du Décompte Général.

▪ **Retard dans la remise du DOE**

En cas de retard dans la remise du DOE par le titulaire de chaque lot, une pénalité journalière d'un montant de **100 € HT** s'appliquera, sans mise en demeure préalable, dès le premier jour de retard constaté.

▪ **Non-respect de la part d'exécution du marché confié aux PME**

En cas d'inexécution des obligations du titulaire du lot 1, le pouvoir adjudicateur en dresse constatation par procès-verbal après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours à compter de sa notification au titulaire. Sans préjudice de l'application des autres dispositions contractuelles, le non-

respect de cette obligation entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire calculée par la formule suivante :

$$P = (50 \% - T\%) \times M \times 0,02$$

Dans laquelle :

P= montant de la pénalité,

T% = taux réel de sous-traitance confié à des PME (en % du montant du marché),

M= montant initial hors taxes du marché,

0,02 = coefficient correspondant à 2 % du montant du marché par point de non-atteinte de l'objectif.

▪ **Non-respect de la clause sociale**

✚ **Pour les lots 1, 3, 4 et 5 :** par dérogation à 20.1.5 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, et après une mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer une pénalité égale à **50 euros** par heure d'insertion non réalisée qui n'aurait pas été justifiée. En cas d'absence ou de refus de mise à disposition des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause sociale d'insertion, Aix-Marseille Université procédera à une mise en demeure du titulaire. En cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire subira une pénalité égale à **100 euros** par jour de retard.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information.

Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

✚ **Pour le lot 2 :** en cas de non-respect des obligations imputables au titulaire du marché, celui-ci se verra infliger par action sociale non réalisée, une pénalité égale à **5% du montant HT** du marché dont il est le titulaire, et a minima égale à 1500,00 € HT.

En cas d'absence ou de refus de mise à disposition des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action sociale, Aix-Marseille Université procédera à une mise en demeure du titulaire. En cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire subira une pénalité égale à **50 euros** par jour de retard.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause sociale. S'il peut partager une partie de l'effort lié à l'action sociale, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information.

Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

▪ **Déclaration de sous-traitance – Pénalités pour non-déclaration**

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage expose le titulaire à des pénalités.

- Découverte d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier : 1 000,00 € forfaitaire.
- Non-déclaration d'un sous-traitant après mise en demeure du maître de l'ouvrage : 2 000,00 € par jour calendaire.
- Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé : 10 000,00 € par infraction constatée.

En cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré, l'entreprise doit cesser dans l'immédiat toute activité dans l'attente d'une éventuelle régularisation de sa situation.

▪ **Pénalités de lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article 93 de la loi N° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

▪ **Exécution des prestations par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire**

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui sera notifiée par courrier avec accusé de réception.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux sera ordonnée, à ses frais et risques. Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

En cas de défaillance d'un des membres du groupement d'opérateur économique titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le mandataire du groupement qui sera tenu de se substituer au membre du groupement défaillant dans **les deux semaines** qui suivent l'expiration du délai imparti à ce membre, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.

Par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG-Travaux, si cette mise en demeure reste sans effet, le pouvoir adjudicateur invitera les entreprises conjointes à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans le délai **d'une semaine**. Le nouveau mandataire, une fois désigné, sera substitué par modification du marché à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

ARTICLE 12 : Documents à produire en cours d'exécution

▪ **Assurance**

Conformément à l'article 8 du CCAG-TVX, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

En application de l'article 8.2 du CCAG-Travaux, il est précisé que le maître d'ouvrage prévoit de contracter les assurances suivantes :

- Tous Risques Chantiers (TRC)
- Dommage Ouvrage (DO)
- Responsabilité Civile (RC)

▪ **Justificatifs sociaux**

En application de l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique le titulaire de chaque lot produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**.

▪ **Modifications relatives à la situation au titulaire du marché**

Le titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, à l'université tout changement ayant une incidence sur le statut de la société (changement de dénomination sociale, fusion, absorption...) y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

En cas de changement de dénomination sociale du titulaire, le titulaire doit impérativement en informer AMU par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais ainsi qu'un RIB le cas échéant.

En cas de nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire, Le transfert du marché à la nouvelle société ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable d'AMU et constatées de manière expresse par le pouvoir adjudicateur (modification prévue à l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, acte spécial signé).

Le titulaire doit en informer AMU dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements qui seront demandés par l'administration, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé, notamment : copie de l'annonce légale, pouvoir de la personne habilitée à engager la société, RIB, extrait Kbis, attestations fiscales et sociales, attestation sur l'honneur signée indiquant que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner, justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel à la concurrence relatif au marché, etc.

ARTICLE 13 : CO-TRAITANCE ET SOUS TRAITANCE

13.1 Sous-traitance

13.1.1 Généralité

Si le titulaire envisage de confier au cours du marché l'exécution de certaines prestations à un ou à plusieurs sous-traitants, celui-ci doit obtenir préalablement à toute intervention du sous-traitant, **l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement** par le pouvoir adjudicateur (utilisation recommandée du formulaire **DC4 « Déclaration de sous-traitance »**).

La déclaration de sous-traitance sera signée par la personne **habilitée à engager le titulaire**. Elle sera accompagnée de **documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières de la société** présentée pour la réalisation des prestations sous-traitée (comme par exemple une liste de référence, des certificats de capacités professionnelle, le chiffre d'affaires global annuel, les moyens humains, techniques ou matériels, etc.). l'ensemble des éléments nécessaires à remettre à l'appui de la demande de sous-traitance sont mentionnés à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique

Le titulaire présentant un sous-traitant pendant l'exécution du marché, envoie la Déclaration de sous-traitance en originale ainsi que l'ensemble des documents permettant d'apprécier les capacités du sous-traitant par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date à l'adresse suivante :

1. **Si le document est signé au moyen d'une signature électronique valide** (*Rappel : le scan d'une signature manuscrite ne vaut pas signature électronique*), le formulaire DC4 peut être transmis par courrier électronique à l'adresse suivante : dcp-dc4@univ-amu.fr

Avec en copie :

Au maître d'œuvre : paramed@perezprado.com et marse409@scau.com

Au chargé de projet AMU : yoann.bertrand@univ-amu.fr

2. **Si le document est signé de manière manuscrite**, il est transmis en original par courrier à l'adresse suivante :

Aix-Marseille Université
Direction de la commande publique – PAFM
58, bd Charles Livon - 13284 Marseille Cedex 07

Avec envoi **en copie** par courrier électronique à l'adresse suivante : dcp-dc4@univ-amu.fr

Dans les deux cas :

Les documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant (liste de référence, moyens humains et techniques, chiffre d'affaires, etc.) sont transmis en même temps que le formulaire DC4.

Les mentions suivantes **doivent obligatoirement** apparaître sur le formulaire de demande d'agrément de sous-traitance :

- Le numéro de procédure **AMU82-2025**
- Le numéro de marché **2025xxxx tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.**

La sous-traitance est prévue conformément aux dispositions des articles R2193-3 à R2193-122 du Code de la Commande Publique. **La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.**

Le recours à un intervenant extérieur par le titulaire ne peut donner lieu à une modification des tarifs horaires appliqués.

13.1.2 Modalités de paiement direct

Si le sous-traitant remplit les conditions mentionnées à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de la preuve que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur adresse au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Remarque : lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 10.3 du CCAP. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Cette demande de paiement devra comporter :

- Les noms du titulaire et du sous-traitant,
- Les références de l'acte spécial : n°, montant TTC, taux de T.V.A., prestations sous-traitées,
- Mois des prestations sous-traitées,
- Numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial).
- Le montant TTC à régler directement, le taux de la TVA appliqué à ce montant, le taux de variation de prix inclus dans ce montant.

13.2 Cotraitance

Si l'opérateur économique s'est présenté sous la forme du **groupement conjoint**, le mandataire est solidaire. Le mandataire du groupement conjoint est ainsi solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 14 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-TVX.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner

En application de l'article L2395-2 du Code de la Commande Publique, lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et L. 2341-5, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation. L'acheteur peut alors résilier le marché.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

ARTICLE 15 : DIFFERENDS ET LITIGES

Différends

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire dans les conditions fixées au chapitre VII « Règlement alternatifs des différends » de la partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Coordonnées du Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable :

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales

Place Félix-Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE Cedex 06

Secrétariat du comité : Catherine PIETRI

Courriel: catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr /Tél. : 04.84.35.45.54 /Fax : 04.84.35.44.60

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

AMU et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Le Tribunal Administratif de Marseille est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Coordonnées du Tribunal Administratif de Marseille :

22, 24 rue Breteuil, 13006 Marseille

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Téléphone : 04 91 13 48 13 / Télécopie : 04 91 81 13 87 / 89

ARTICLE 16 : DEROGATION AU CCAG-TVX

L'article 2.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

L'article 3.1 du présent CCAP déroge à l'article 18.1 du CCAG Travaux

L'article 4 du présent CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG-Travaux.

L'article 6.2.1 du présent CCAP déroge à l'article du 28.1 du CCAG travaux

L'article 6.4 du présent CCAP déroge à l'article 31.12 du CCAG-Travaux.

L'article 6.7 du présent CCAP déroge à l'article 13 du CCAG-Travaux.

L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG-Travaux.

L'article 7.4.1 du présent CCAP déroge à l'article 20.1.1 du CCAG-Travaux.

L'article 7.4.2 du présent CCAP déroge à l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux.

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 40 du CCAG-Travaux.

L'article 10.1.2 déroge à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux

L'article 10.3 du présent CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG-Travaux.

L'article 11 du présent CCAP déroge aux articles 19, 19.2.1, 19.2.2, 37.2 et 52.7.2 du CCAG-Travaux.